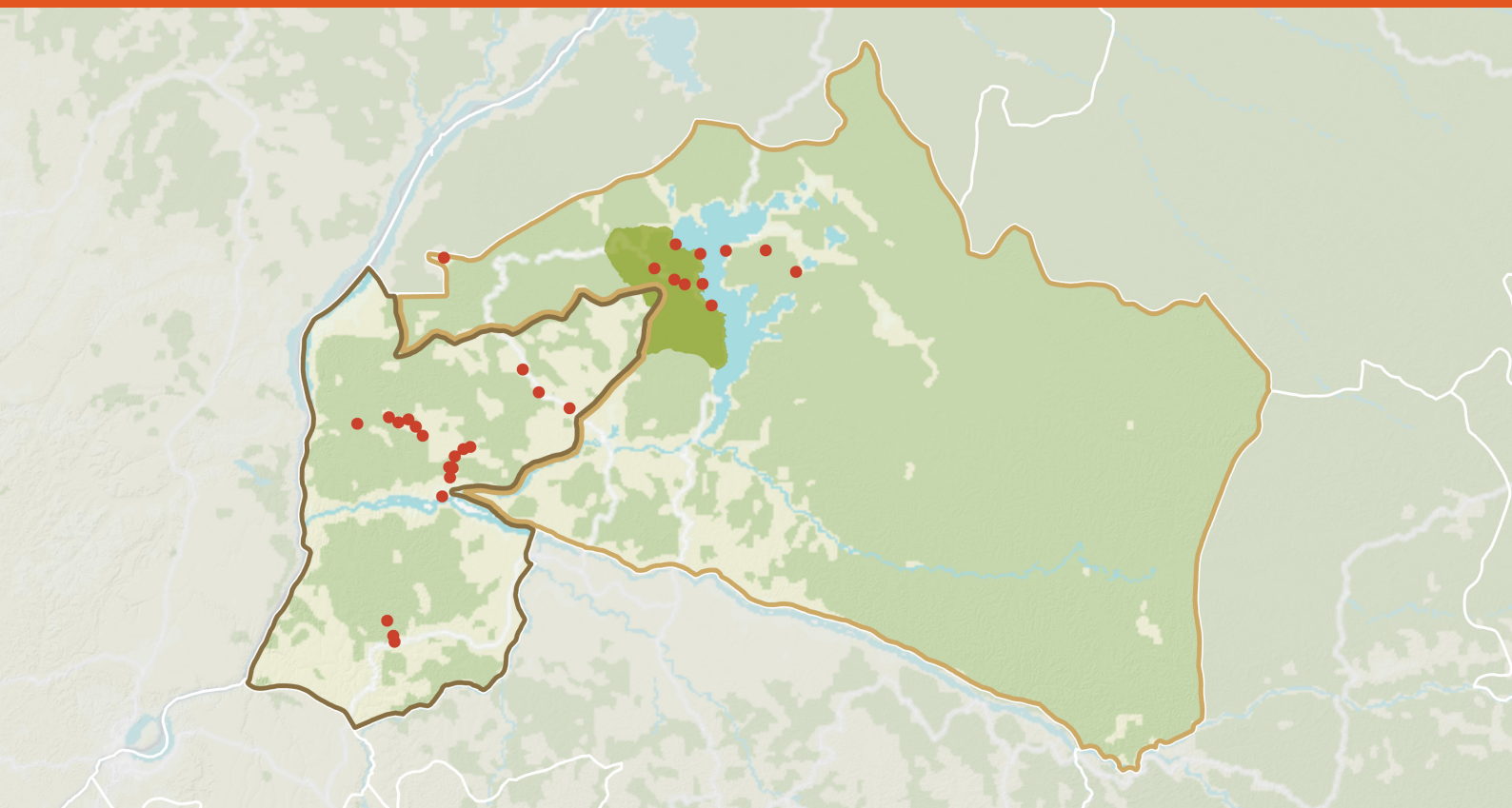
REDD Minus: le discours et la réalité du programme REDD+ de Mai Ndombe

Norah Berk
Prince Lungungu

Décembre 2020



APEM
Actions pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés

RAINFOREST FOUNDATION UK
SECURING LANDS, SUSTAINING LIVES

REMERCIEMENTS

Un grand merci aux observateurs de Bolukiluki dont la détermination à documenter les perspectives des peuples autochtones et des communautés locales de la province de Mai Ndombe a permis la réalisation de ce rapport. Merci également à Joe Eisen pour ses contributions et à Elin Roberts pour l'analyse et le design GIS, et à Charline Thiebault pour sa traduction. Enfin, un grand merci aux communautés pour leur participation à cette étude.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS II

ACRONYMES IV

RESUMÉ 1

INTRODUCTION 3
REDD+ la théorie 3
Critiques de REDD+ 3
La méthodologie Bolukiluki 4

LE PROGRAMME REDD+ DE MAI NDOMBE 6

LE PIREDD PLATEAU 10
Consentement Libre, Informé et Préalable 11
Comités Locaux de Développement 12
Plans de gestion des ressources naturelles 12
Répartition des bénéfices 13
Incendies de savanes (feux de brousse) 14
Mécanisme de gestion des plaintes 15

CONCESSION WILDLIFE WORKS CARBON, PIREDD MAI NDOMBE 18
Consentement Libre, Informé et Préalable 20
Droits fonciers et utilisation des terres dans la concession 20
Comités Locaux de Développement 20
Répartition des bénéfices 20
Conflit intercommunautaire 22
Entrave à la recherche 22
Mécanisme de gestion des plaintes 23

CONCLUSION 24

RECOMMANDATIONS 24
Recommandations pour les exécutants de projets REDD+ 24
Recommandations au gouvernement Congolais 25
Recommandations à la société civile 25
Recommandations aux bailleurs 25

ACRONYMES

APEM	Action pour la promotion et protection des peuples et espèces menacées
CAFI	Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale
CARG	Conseil agricole et rural de gestion
CLD	Comité local de développement
CLIP	Consentement Libre, Informé et au Préalable
ERPA	Contrat d'Achat des Crédits de Réduction des Emissions
FCPF	Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FRMi	Forêt Ressources Management Ingénierie
FVC	Fond Vert pour le Climat
GTCRR	Groupe de Travail Climat REDD Rénové
LICOCO	Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption
MEDD	Ministère de l'environnement et du Développement Durable
MNV	Mesure, notification et verification
PGRN	Plan de gestion durable des ressources naturelles
PIF	Programme d'Investissement pour la Forêt
PIREDD Mai Ndombe	Projet intégré REDD+ du Mai Ndombe
PIREDD Plateau	Projet intégré REDD+ du District des Plateaux
PPB	Plan de partage des bénéfices
RDC	République démocratique du Congo
REDD+	Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
RFUK	Rainforest Foundation UK
VCS	Verified Carbon Standard
WWC	Wildlife Works Carbon
WWF	World Wide Fund for Nature

RESUMÉ

Le programme REDD+ est souvent présenté comme le principal moyen de limiter la déforestation et la dégradation des forêts tout en favorisant le développement durable dans les pays à forêts tropicales. Au cours des 13 dernières années, des centaines de millions de dollars de financement international pour le climat ont été versés à des programmes REDD+ qui visent à limiter la perte de couvert forestier en modifiant les pratiques agricoles et d'utilisation des terres des communautés forestières. Pourtant, il n'existe que peu d'informations sur les impacts sociaux de ces programmes, en particulier dans la région du bassin du Congo en Afrique.

Afin de combler cette lacune, l'organisation congolaise Action pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacées (APEM), en partenariat avec la Rainforest Foundation UK (RFUK), a soutenu une initiative de recherche de terrain dans la province de Mai Ndombe en République démocratique du Congo (RDC), qui abrite l'un des programmes REDD+ les plus avancés au monde. Appelé Bolukiluki ("chercher" en Lingala), l'initiative regroupe des représentants de la société civile formés pour mener des entretiens individuels, des réunions de village et des groupes de discussion sur les perceptions locales concernant la consultation, le partage des bénéfices, la question des droits fonciers et autres sauvegardes REDD+. Pendant deux ans, les équipes ont interrogé plus de 400 personnes dans 26 villages dans le cadre de deux des projets les plus importants de la province : Projet intégré REDD+ du District des Plateaux (PIREDD Plateau) géré par le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et la concession privée REDD+ Wildlife Works Carbon (WWC).

Les recherches faites sur le programme Mai Ndombe, qui est généralement présenté comme un succès aux résultats prometteurs[1], montrent que les performances sont au contraire en deçà des attentes, y compris sur les points suivants :

- Les projets **n'ont pas obtenu le consentement libre, informé et préalable** des communautés locales pour les activités REDD+, ce qui a entraîné une confusion et des conflits dans les zones des projets.
- **Le niveau d'inclusion et de participation** des communautés censées mettre en œuvre les activités REDD+ est scandaleusement **bas**, en particulier chez les femmes.
- La plupart des **bénéfices promis n'ont pas encore été reçus** ou les communautés ne sont pas satisfaites de leur distribution.
- Les Comités Locaux de Développement mis en place pour assurer la liaison avec les projets **ne représentent pas correctement les communautés**, leurs membres ne sont pas suffisamment informés de ce qu'est REDD+, et ils manquent souvent des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les activités REDD+.



[1] *DRC: REDD+ shows very promising results in Mai-Ndombe after first year* (World Wide Fund for Nature, 2017).

- Les **efforts déployés pour renforcer la sécurité foncière des communautés locales sont insuffisants**, ce qui rend les communautés vulnérables à la spéculation foncière et à la migration.
- Les plans de gestion durables des ressources naturelles au PIREDD Plateau **ne prennent pas correctement en compte les systèmes traditionnels d'utilisation des terres des communautés** et ont entraîné des conflits concernant les limites des terres, ont privé l'accès des femmes à leur activités de subsistance et ont provoqué une pénurie alimentaire dans certains villages.
- L'**absence de mécanismes de gestion des plaintes opérant** pour les deux projets signifie que les communautés ont peu de moyens d'obtenir réparation quand elles sont confrontées à des problèmes.
- La **capacité des autorités locales à superviser le programme REDD+** est encore très insuffisante, malgré des années d'activités de « préparation à REDD ».
- Les projets semblent également avoir **peu d'impact sur une baisse de la déforestation et de la dégradation des forêts**, et dans certains cas ont même conduit à de la perte de couverture forestière.

Les recommandations faites aux responsables de la mise en œuvre des projets, au gouvernement Congolais et ses partenaires internationaux, sont :

- La mise en place d'**étude détaillée des causes directes et indirectes de la déforestation** afin de permettre l'élaboration de politiques et d'interventions appropriées.
- Un accent plus accent sur **la clarification et la sécurisation du régime foncier collectif** par le biais de forêts communautaires et d'une planification participative de l'utilisation des terres, afin que les communautés soient mieux à même de défendre leurs intérêts et puissent être les bénéficiaires directs des moyens de subsistance respectueux du climat.
- Une **révision de la structure de gouvernance de REDD+** à Mai Ndombe, y compris la capacité des Comités Locaux de Développement à représenter les besoins des communautés.
- Une plus grande **transparence** de la part des



responsables de la mise en œuvre des projets, notamment via la publication de budgets et de rapports indiquant la proportion des fonds alloués aux activités communautaires.

- Une **révision du plan de partage des bénéfices** afin d'allouer des bénéfices beaucoup plus importants aux communautés locales, y compris des bénéfices hors carbone, comme condition de mise en vigueur du Contrat d'Achat des Crédits de Réduction des Emissions (ERPA) de 55 millions USD entre le FCPF et le gouvernement congolais.
- Le renforcement du **suivi indépendant et de l'accessibilité à des mécanismes de gestion des plaintes et recours** pour assurer la responsabilité et une meilleure supervision des activités REDD+.
- Une **évaluation coût-bénéfice de l'impact de REDD+** en RDC au cours de la dernière décennie.

INTRODUCTION

REDD+ LA THÉORIE

La Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation, ou REDD+[2], est avant tout un mécanisme basé sur le marché qui cherche à rendre les arbres plus rentables lorsqu'ils sont plantés que lorsqu'ils sont abattus. Globalement, REDD+ fonctionne de la manière suivante : un programme ou un projet REDD+ prédit le volume de déforestation dans une zone en se basant sur des taux historiques de déforestation ou en utilisant les zones voisines comme indicateurs. Le taux de déforestation ainsi estimé est appelé niveau de référence et est le reflet du nombre de tonnes de dioxyde de carbone qui seraient émis dans une situation habituelle (sans l'introduction d'un programme ou d'un projet REDD+). Les activités REDD+ sont ensuite mises en œuvre pour empêcher ou limiter les pratiques destructrices du couvert forestier, qui sont souvent identifiés comme étant l'agriculture itinérante et la collecte de bois de chauffe,. Le niveau de déforestation dans la zone du projet est ensuite comparé au niveau de référence et en fonction du niveau de déforestation qui a pu être évité, un certain nombre de crédits carbone sont alloués (généralement un crédit carbone représente une tonne de dioxyde de carbone). Les pays tropicaux prenant part aux programmes REDD+ sont récompensés par des paiements basés sur les résultats en fonction du nombre de réductions d'émissions générées ou bien les exécutants de projets REDD+ se voient attribuer un certain nombre de crédits carbone REDD+ qu'ils peuvent vendre ou utiliser comme compensation.

Ce processus vise à générer des bénéfices sociaux par le développement d'activités de subsistances « respectueuses des forêts » (y compris grâce aux paiements venant de crédits carbone), par la clarification du régime foncier et une gouvernance plus forte des forêts résultant des activités de « préparation à la REDD+ ». Les projets doivent également respecter les accords nationaux et internationaux pour minimiser les risques sociaux liés aux activités de réduction des émissions.[3]

CRITIQUES DE REDD+

REDD+ s'est avéré bien plus difficile à mettre en œuvre que ce qui avait été initialement envisagé il y a treize ans, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, il existe d'énormes approximations dans le calcul de réductions des émissions pour les projets REDD+ ce qui peut conduire à la production de crédits frauduleux.[4] Les niveaux de référence **gonflent souvent les niveaux de déforestation** en incluant les années où les niveaux de déforestation étaient les plus élevés[5] ou en utilisant des zones avec des taux de déforestation élevés comme indicateur.[6] L'absence d'un système clair de comptabilisation des crédits carbone peut conduire à un **double comptage** des crédits carbone, lorsque plus d'un projet ou pays compte le même crédit pour leurs réductions d'émissions.[7] Il peut également être difficile de démontrer la **complémentarité** des activités REDD+ avec d'autres facteurs écologiques, politiques ou économiques qui peuvent impacter le couvert forestier. Et même si cela peut être démontré, des **« fuites »** peuvent se produire lorsque la déforestation évitée dans une zone est simplement déplacée vers une autre. Enfin, rien ne garantit que les réductions d'émissions générées seront **permanentes** au-delà de la durée du projet et qu'aucune catastrophe naturelle, fluctuation de l'économie ou changement démographique, par exemple, ne se produira au cours du siècle prochain.[8] Les efforts visant à résoudre ce type de problèmes

[2] Le signe REDD+ signifie : Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts, prenant en compte le rôle de la gestion durable des forêts, de la conservation et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers.

[3] Voir, par exemple, les 'Accords de Cancun' de la COP16.

[4] Ryan Jacobs, *The Forest Mafia: How Scammers Steal Millions Through Carbon Markets* (The Atlantic, 2013).

[5] Par exemple, le niveau d'émission de référence au Brésil est basé sur le niveau moyen de déforestation entre les années 1996 à 2010, lorsque la déforestation était à son apogée à 19 000 km2 par an. En 2019, la déforestation au Brésil a augmenté sous la gouvernance de Bolsonaro, passant à 9700 km^2 de 7900 km^2 en 2018, mais le niveau de référence permet toujours au pays d'être récompensé pour ses efforts en termes de réduction de la déforestation.

[6] La concession Wildlife Works Carbon dans la province de Mai Ndombe en République démocratique du Congo a utilisé la forêt du Mayombe dans le district du Bas Congo comme zone de référence. Cependant, cette zone n'est pas comparable à la concession héritée par WWC car elle a déjà été fortement déboisée en raison des opérations d'exploitation forestière commerciale de la société SOFORMA et de sa proximité avec la capitale, Kinshasa. Partant de ce qui précède, les discussions initiales sur la manière d'intégrer le projet de WWC dans le programme de réduction des émissions de Mai Ndombe recommandait une réduction de 33% du niveau de référence du projet.

[7] *Who takes the credit? REDD+ in a post-2020 UN climate agreement* (FERN, 2015).

[8] Chris Lang, *REDD: An Introduction* (REDD-Monitor, 2011) https://redd-monitor.org/redd-an-introduction/>.

ont conduit à la mise en place de systèmes de comptabilisation du carbone complexes qui sont encore à finaliser.[9]

Deuxièmement, REDD+ permet aux entreprises polluantes des pays développés de compenser théoriquement leurs émissions **en ciblant les pratiques d'utilisation des terres des populations rurales** qui sont les moins responsables de la crise climatique. Il est question ici plus d'un raisonnement économique que de s'attaquer aux véritables causes de la déforestation. Le prix classique de 5 USD par crédit REDD+ est une plus grande motivation pour une communauté pauvre de changer leurs pratiques d'utilisation des terres qu'il ne l'est pour une entreprise d'exploitation forestière ou d'huile de palme.[10] Pourtant, même ce prix ne reflète pas les coûts de transaction (par exemple, formation, ressources techniques, MNV) de la génération des crédits.[11]

Troisièmement, **un marché pour les crédits REDD+ n'a toujours pas été établi**. Plus d'une décennie après la mise en place du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) de la Banque mondiale dont l'objectif est de créer un marché pour les crédits REDD+, la demande en crédits reste faible. Néanmoins, des efforts plus importants ont été fait récemment pour développer un marché des crédits carbone avec l'industrie aéronautique avec la mise en place d'un système de compensation (CORSIA) et des solutions dites fondées sur la nature qui attirent l'attention et les financements des acteurs internationaux. De plus, nous pouvons noter que les marchés du carbone sont eux-mêmes largement contestés en tant que solution viable au changement climatique.[12]

Le quatrième point, et le sujet principal de ce rapport, est **l'impact des activités REDD+ sur les communautés forestières locales**. D'une part, REDD+ a fourni une tribune pour discuter de leur rôle dans la conservation des forêts et a introduit des exigences en matière de consentement préalable libre et éclairé (CLIP), de partage des bénéfices et de droits fonciers. En revanche, les réformes au niveau national sur ces questions ont été plus lentes que prévu et il n'est pas toujours facile de voir la manière dont elles sont appliquées dans les projets REDD+. L'écart entre le discours au niveau international et la mise en œuvre sur le terrain est une conséquence d'un grave manque d'information entre les décideurs politiques REDD+ et les communautés concernées résidant dans les programmes REDD+.

LA MÉTHODOLOGIE BOLUKILUKI

Bolukiluki est un réseau de 13 observateurs locaux issus de la société civile du Mai Ndombe et des provinces voisines de l'Équateur (Tshuapa), du Kasaï, de l'ex-Orientale et de la Tshopo, pour évaluer l'impact de REDD+ sur les communautés locales. Entre 2018 et 2019, les observateurs de Bolukiluki ont effectué neuf missions d'observation, sur une période de deux à quatre semaines pour chaque mission, dans le PIREDD Plateau et la concession de WWC. Ils ont visité 26 villages et interrogé plus de 400 personnes. Un échantillon représentatif de groupes sociaux a été sondé dans chaque village, y compris des femmes, des peuples autochtones, des élites villageoises et des membres des comités locaux de développement pour garantir une diversité des points de vue.

Les enquêtes ont mesuré le niveau de consultation assuré par les exécutants de REDD+, dans quelle mesure les activités du projet se sont concentrées sur la simplification et l'amélioration du régime foncier collectif et la répartition des bénéfices. Ces critères sont basés sur les normes internationales de la mise en œuvre de programme REDD+, y compris le Cadre méthodologique du Fonds carbone du FCPF, les accords de Cancun, les sauvegardes de la CCNUCC, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et le Code forestier national de la RDC.

La méthodologie comprend un ensemble d'outils hébergés sur des tablettes pour faciliter les réunions de village, des groupes de discussion avec des femmes ou des peuples autochtones, des entretiens individuels approfondis, des rapports d'incident pour documenter tout abus

[9] Les règles sur la manière dont les pays peuvent réduire leurs émissions en utilisant les marchés internationaux du carbone, couvertes par l'article 6 de l'Accord de Paris sur le changement climatique, doivent encore être finalisées.

[10] Cela inclut uniquement le retour financier, car les forêts tropicales fournissent également aux communautés de la nourriture et des moyens de subsistance et sont intimement liées à leur identité et culture.

[11] Nathaniel Dyer and Simon Counsell, McRedd: *How Mckinsey Cost Curves are Distorting REDD* (Rainforest Foundation UK, 2010).

[12] Larry Lohmann, *Carbon Trading* (The Corner House, 2006).

grave et un rapport de mission pour détailler la situation générale dans les communautés. Alors que les réunions de village, les groupes de discussion et les rapports de mission sont tous largement qualitatifs, les entretiens individuels fournissent des données quantitatives. La méthodologie permet aux observateurs de Bolukiluki de comparer des informations provenant de sources multiples pour fournir un compte rendu authentique et vérifiable.[13]



[13] La méthodologie et les questionnaires sont disponibles sur demande.

LE PROGRAMME REDD+ DE MAI NDOMBE

Mai Ndombe, à l'ouest de la RDC, s'étend sur 12,3 millions d'hectares (une superficie à peu près égale à celle de l'Angleterre), dont 9,8 millions d'hectares de forêts. La province contient divers écosystèmes, notamment des terres agricoles et de savane au sud et des forêts aux sols inondés et semi-inondés au nord.[14] Le niveau de déforestation varie considérablement dans toute la province, il est beaucoup plus élevé dans les zones les plus proches de Kinshasa en grande partie en raison de l'approvisionnement en bois de chauffage de la capitale. La population se compose de Bantous et de peuples autochtones et est estimée entre 1,8 et 2,9 millions de personnes, ce qui correspond à une faible densité de population. Néanmoins, la cartographie participative soutenue par RFUK et les partenaires locaux indique la présence d'un régime foncier coutumier et de gestion des forêts basé sur les clans et qui est probablement commun à une grande partie de la province.[15]

La province de Mai Ndombe a été créée lors de la subdivision des provinces de la RDC en 2006 et le gouvernement provincial a été établi en 2015. Les activités REDD+ sont en cours dans la province depuis 2010 lorsque Ecosystem Restoration Associates (ERA) a postulé pour une concession REDD+ (acquise plus tard par Wildlife Works Carbone).[16] Les initiatives REDD+ ont été conçues à l'origine comme des projets autonomes capables de générer et de vendre des crédits carbone sur la base de leurs propres politiques et de celles d'entreprises de vérification telles que le Verified Carbon Standard (VCS), mais elles ont ensuite été regroupées sous un programme par territoire pour lutter contre les « fuites » et autres problèmes.[17][18]

Il existe trois principales sources de fonds institutionnels pour le programme par territoire et pour le plan national d'investissement REDD+ en RDC.

Le **Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF)** de la Banque Mondiale est un programme de 60 millions USD en RDC cogéré avec l'Unité de coordination du PIF (UC-PIF) du Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD). Depuis 2014, le PIF a investi plus de 14 millions USD dans le projet PIREDD Plateau dans l'ouest de la province avec WWF comme agence locale d'exécution. Le programme vise à renforcer la capacité du gouvernement local et



[14] Marine Gauthier, *Mai Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales ?* (Rights and Resources Initiative, 2018).

[15] *REDD et les droits communautaires en RDC : l'usage des cartes participatives pour informer le programme intégré REDD du Mai-Ndombe* (Rainforest Foundation UK, 2018).

[16] *The Mai Ndombe REDD+ project* (Wildlife Works Department of Carbon Development, 2012).

[17] Frances Seymour, I*NSIDER: 4 Reasons Why a Jurisdictional Approach for REDD+ Crediting is Superior to a Project-Based Approach* (World Resources Initiative, 2020).

[18] Les programmes par territoires ont leurs propres difficultés et n'évitent pas certains des problèmes qu'ils sont censés éviter. Par exemple, ils peuvent augmenter la possibilité de double comptage des crédits carbone, en particulier lorsque des projets privés REDD+ sont actifs dans la région.

APPROPRIATION DE REDD+ AU NIVEAU NATIONAL

Un programme soutenu par la Banque Mondiale de 'préparation à REDD' a été mis en place pour renforcer les institutions nationales et l'élaboration de politiques pour organiser des programme REDD+. Néanmoins, après une décennie la capacité d'action du gouvernement sur REDD+ reste limitée[19] et il existe toujours une perception en RDC que cela reste avant tout un programme international. Les documents clés pour Mai Ndombe sont encore rédigés par des organisations internationales et des consultants plutôt que par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) théoriquement responsable du programme. Par exemple, l'organisation congolaise LICOCO a commenté sur le projet de document du Programme de Réduction d'Emissions :

À première vue, LICOCO note que le document est uniquement en anglais. Cependant, en République démocratique du Congo, le français est la langue officielle. En conséquence, le document ne sera pas lu et compris de la même manière par toutes les parties prenantes, en particulier les communautés locales, les peuples autochtones et autres membres des organisations de la société civile.

Les membres de la société civile reçoivent souvent ces documents tardivement, ou uniquement en anglais, et sont pour la plupart exclus des discussions de fond sur le programme. Les entretiens menés avec les administrations locales et les organisations de la société civile à Mai Ndombe confirment également une compréhension et une appropriation limitée de REDD+ dans la province.

des communautés à mettre en œuvre les activités REDD+ ; améliorer les techniques agricoles et tester les paiements basés sur les résultats ; et développer des projets d'infrastructure locaux.

En 2017, la Banque mondiale a reçu 30 millions de dollars supplémentaires de l'**Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)** pour compléter les activités du PIREDD Plateau et les étendre aux autres zones de la province qui relèvent du PIREDD Mai Ndombe.[20] Selon un document de la Banque Mondiale de 2018, l'Agence Locale d'Exécution est un consortium de FRM Ingénierie (FRMi) et Wildlife Works Carbon (WWC), détenteur d'une concession REDD privée dans la région (voir ci-contre).[21]

Le **Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF)** de la Banque Mondiale vise à poser les bases d'un marché mondial du carbone pour les crédits REDD+ via deux fonds. Le Fond de Préparation a été conçu pour aider les pays à organiser les éléments de base nécessaires pour la mise en œuvre de REDD+ (stratégies nationales

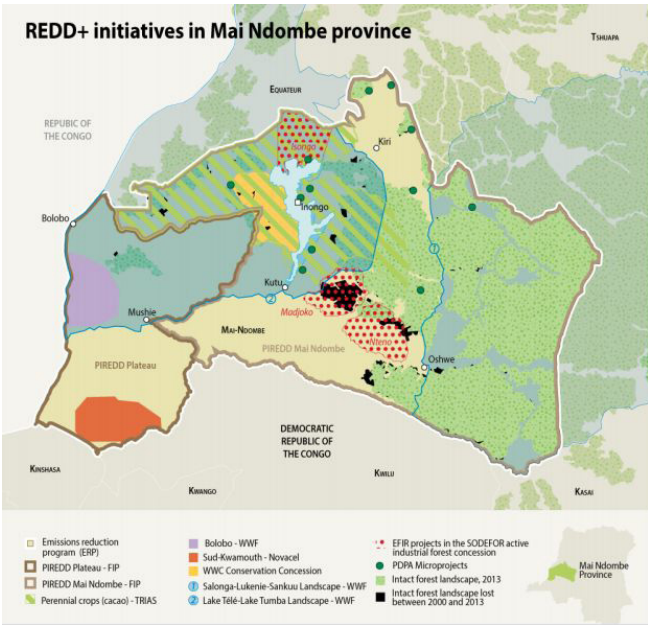


Image de Riccardo Pravettoni, avec l'aimable autorisation de la Rights and Resources Initiative

[19] *Félicien Kengoum et.al., The context of REDD+ in the Democratic Republic of Congo (CIFOR, 2020).*

[20] Laurent Valiergue, *Rapport annuel sur l'état d'avancement du programme REDD+ 1er Janvier - 31 Decembre 2018* (World Bank).

[21] Ibid.

LE PLAN DE PARTAGE DES BÉNÉFICES DE MAI NDOMBE

Le Plan de Partage des Bénéfices (PPB) est un élément essentiel du Programme de Réduction des Emissions de Mai Ndombe car il définit les bénéfices que les communautés locales et autres parties prenantes recevront avec l'accord de 55 millions USD entre la RDC et le FCPF. Comme défini par le FCPF, un PPB est un document qui explique les accords de partage des bénéfices décrits dans le document du Programme de Réduction des Emissions, qui explique les processus de consultation des parties prenantes et la manière dont l'exécutant du programme communiquera, mettra en œuvre et contrôlera le processus de partage des bénéfices.[22]

Le PPB inclut les paiements accordés aux bénéficiaires pour leurs efforts (monétaires) et les biens ou services nécessaires à la mise en œuvre des activités, tels que les bâtiments, les semis, les équipements, etc. (non monétaires). Cependant, les bénéfices hors carbone tels que la sécurité foncière, qui sont sans doute les plus importants pour les communautés, n'ont pas à être inclus dans ce PPB ou dans les PPB des projets annexes.

Le processus de rédaction du PPB a été très opaque et a exclu dès le départ les acteurs locaux et nationaux. Malgré l'exigence du FCPF selon laquelle le PPB doit être communiqué sous une forme, avec un contenu et un langage compréhensibles par les parties prenantes concernées, le GTCR-R, la plateforme nationale de la société civile sur REDD+ qui fait partie du groupe de travail chargé de rédiger le PPB, n'avait pas reçu de version française du document plus de deux ans après sa publication sur le site web du FCPF en juin 2018.[23]

Le document en cours de rédaction n'est pas un plan équitable. En se basant sur la version de juin 2018, les bénéfices monétaires directs pour les communautés locales sont fixés à un minimum de 300 000 USD et à un maximum de 2,2 millions USD en fonction de leurs performances. Cela correspond seulement de 0,10 à 0,76 USD par habitant sur la base d'une estimation haute de la population. Ceci contraste fortement avec les projets du secteur privé qui peuvent recevoir jusqu'à 17,5% ou 9,6 millions USD, de la valeur totale des crédits pouvant être achetés par le FCPF. Il n'est pas clair si une partie ou non des 17.5% sera utilisée pour les activités de subsistance des communautés. Pour ajouter à cette disparité, les sociétés privées opérant dans la province, telles que WWC, ou les sociétés forestières SOMI CONGO Conservation et SODEFOR, détiennent un énorme avantage par rapport au communautés locales en termes d'accès à la propriété foncière ainsi que leur capacité à faire pression sur les bailleurs de fonds et à élaborer des propositions techniques pour des projets annexes. Les communautés locales se retrouvent donc en concurrence directe avec les organisations internationales pour obtenir le droit de générer et vendre des crédits carbones, alors que le seul facteur qui pourrait garantir leurs droits carbone - leur propriété foncière - est totalement absent du PPB.

REDD+, niveaux d'émission de référence, systèmes MNV, standards environnementaux et sociaux, etc.). Le Fond Carbone teste le système de paiements basés sur les résultats dans les pays qui ont progressé suffisamment dans leur préparation à REDD+ et qui ont réalisé des réductions d'émissions quantifiables dans le secteur forestier et autres secteurs liés à l'utilisation des terres.[24]

En septembre 2018, la RDC est le premier pays à signer un contrat d'achat de crédits de réduction des émissions (ERPA) avec le FCPF pour l'achat de 55 millions USD de réductions d'émissions du

[22] *Note sur le partage des bénéfices des programmes de réduction des émissions dans le cadre du Fonds de partenariat sur le carbone forestier et de l'Initiative du Fonds bio-carbone pour des paysages forestiers durables* (Fonds de partenariat pour le carbone forestier, 2019)

[23] Ibid.

[24] *About the FCPF* (Forest Carbon Partnership Facility, 2018), https://forestcarbonpartnership.org/about.

programme REDD+ de Mai Ndombe. L'ERPA est soumis à six conditions de mise en vigueur, dont la finalisation du plan de partage des bénéfices du programme qui était le dernier élément toujours en cours de finalisation au moment de la rédaction de ce rapport.[25]

Un grand nombre des projets annexes dans le Mai Ndombe a été répertorié dans le rapport de 2018 de l'Initiative des Droits et Ressources (RRI), « Mai-Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales?»[26] . Ce rapport a souligné un certain nombre de préoccupations concernant le programme, notamment le fait que la structure de gouvernance REDD+ dans la province est fragile et incomplète; que les stratégies REDD+ n'abordent pas les facteurs structurels responsables de la déforestation; le manque de mesures concrètes pour protéger les droits fonciers des communautés; le manque d'intégration des communautés forestières et des femmes dans les activités du projet; et l'incertitude sur la manière dont les communautés peuvent accéder aux bénéfices.

Afin d'approfondir ces questions sur le terrain, l'équipe de Bolukiluki s'est concentrée sur deux des initiatives les plus importantes et les plus avancées de la province : le Projet intégré REDD+ du District des Plateaux (PIREDD Plateau) et la concession privée Wildlife Works Carbon (WWC).



[25] *Emissions Reduction Payment Agreement Mai Ndombe Emission Reductions Program* (Carbon Fund of the Forest Carbon Partnership Facility, 2018).

[26] Marine Gauthier, *Mai Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales ?* (Rights and Resources Initiative, 2018).

LE PIREDD PLATEAU



OBSERVATIONS PRINCIPALES CONCERNANT LE PIREDD PLATEAU

Les observateurs de Bolukiluki ont visité 19 villages et ont interrogé individuellement 278 membres des communautés locales du plateau PIREDD, et ont pu constater que :

- 64% des personnes interrogées n'ont jamais entendu parler de REDD+ ou n'ont pas pu décrire le programme.
- Seulement 17% des répondants ont estimé que leur communauté avait eu la possibilité de donner leur consentement à la création du PIREDD Plateau. Sur les 17%, près de la moitié fait partie des élites villageoises.
- Les comités locaux de développement ne représentent pas efficacement les communautés et leurs membres ne sont souvent pas suffisamment informés sur REDD+.
- Les plan de gestion durable des ressources naturelle élaborés dans le cadre du programme ne prennent pas suffisamment en compte les systèmes traditionnels d'utilisation des terres des communautés et la plupart des membres de la communauté ne savent pas qu'un plan existe pour leur village.
- Dans presque tous les villages étudiés, les plans de gestion des ressources naturelles ont été décidés principalement entre les facilitateurs du WWF et le chef des terres, et dans certains cas, ils ont conduit à une augmentation du défrichement des forêts et à des restrictions sur les activités de subsistance des femmes.
- 96% des personnes interrogées ne savaient pas qu'elles avaient droit à des bénéfices dans le cadre de REDD+ ou n'étaient pas satisfaites de la manière dont les bénéfices étaient distribués.
- En juin 2019, après avoir souffert de pénurie alimentaire provoquée par les plans de gestion des ressources naturelles et ne recevant toujours pas de paiements, les communautés locales ont décidé de protester contre le PIREDD Plateau en brûlant des savanes qu'elles étaient censées protéger dans le cadre du projet.
- Malgré qu'il ait formulé et soumis leur plainte au WWF, aucun village n'a reçu une réponse ou/et a vu sa requête être traitée.
- De nombreux agents chargés du suivi et du traitement des plaintes sont dans une situation de conflit d'intérêt évident puisqu'ils sont également responsables de la mise en œuvre des activités du programme.
- L'analyse préliminaire dans le PIREDD Plateau montre que les activités de PIREDD n'ont pas réduit la perte de la couverture forestièr.

Le PIREDD Plateau est dans la première phase du programme REDD+ de Mai Ndombe et est considéré comme l'initiative REDD+ la plus avancée en RDC. 14,2 millions USD ont été investis dans le projet depuis sa création en 2014.[27] Couvrant le plateau ouest de la province, le PIREDD Plateau regroupe les territoires de Kwamouth, Mushie, Bolobo et Yumbi.[28] WWF, en tant qu'agence locale d'exécution, a recruté quatre organisations locales pour organiser les comités locaux de développement (CLD) et conseil agricole et rural de gestion (CARG) dans chaque village.[29] Les CLD et les CARG sont responsables de la représentation des communautés locales et de l'organisation des activités sur le terrain.[30]

Les activités WWF sur le plateau se sont concentrées sur l'utilisation des terres et les pratiques agricoles des communautés locales via une combinaison de politique de reboisement et de protection des zones de savane. Pour le reboisement, les communautés reçoivent des plants d'acacia, d'oranger, de palmier à huile et de cola à planter. Pour les savanes, les communautés doivent s'abstenir de cultiver certaines zones dans l'espoir que que la forêt repoussera dans ces zones. Les zones de reboisement et de protection sont définies dans les plans de gestion des ressources naturelles (PGRN).



Des représentants de la Banque mondiale dans la province de Mai Ndombe

En échange de leurs efforts pour planter des semis et protéger les savanes, les communautés se voient promettre des paiements basés sur les résultats ou des bénéfices monétaires. Les plants et autres ressources nécessaires pour planter des arbres, classés comme avantage non monétaires, sont distribués aux communautés par le biais de leur CLD. Il a été promis aux communautés 150 USD pour chaque hectare de forêt planté et 5 USD pour chaque hectare de savane préservé. Les paiements pour ces services de protection des écosystèmes sont censés être payés annuellement par WWF.

CONSENTEMENT LIBRE, INFORMÉ ET PRÉALABLE

Sur la question de savoir dans quelle mesure les membres de la communauté du PIREDD Plateau étaient informés concernant REDD+, 60% des personnes interrogées ont répondu qu'elles avaient déjà entendu parler du terme. Cependant, lorsqu'il leur a été demandé de décrire ce qu'est REDD+, la plupart des interviewés ne savaient pas ce que c'était mais avaient simplement entendu le terme auparavant. Au total, seulement 36% des personnes interrogées connaissaient REDD+ et pouvaient également décrire vaguement de quoi il s'agissait, avec des réponses allant d'un précis « c'est une réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts » à un « c'est une ONG ».

Pour sonder plus en profondeur dans quelle mesure les communautés étaient au courant du projet et y consentaient librement, l'équipe a demandé si des réunions avaient eu lieu pour informer le village du projet. Seul un tiers des membres de la communauté, pour la plupart des membres du CLD, ont rappelé qu'elles avaient eu lieu. Enfin, lorsque l'on a demandé aux communautés : « Pensez-vous que votre communauté a eu la possibilité de donner son consentement à l'établissement de REDD+ sur vos terres ? » seulement 17% ont répondu « oui ». Parmi ceux-ci, près de la moitié font partie des élites villageoises.

Dans certains villages sondés, tels que Maseke

[27] Laurent Valiergue, *Project appraisal document on a proposed strategic climate fund grant in the amount of US$36.9 million to the Democratic Republic of Congo for an Improved Forested Landscape Management project* (World Bank, 2014).

[28] *MAÏ-NDOMBE : Remarkable achievements with the Integrated REDD+ project - PIREDD* (WWF, 2018) <https://www.wwf-congobasin.org/news/?uNewsID=333754>.

[29] Le WWF a recruté l'organisation Action Massive Rurale (AMAR) pour structurer les CLD et CARG à Mushie, Tombokolo a été recruté pour Bolobo, GI Agro pour Kwamouth et l'ONG CIAPAFED pour Yumbi.

[30] Marine Gauthier, *Mai Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales ?* (Rights and Resources Initiative, 2018).

et Komambi, les membres de la communauté ont été informés que PIREDD était un projet gouvernemental et que comme la terre appartenait à l'État, ils n'avaient pas leur mot à dire concernant la mise en place du projet ou non. Les membres du village de Mongama ont déclaré que seul le chef était impliqué dans la mise en place du projet. Dans un autre village, Maa, le chef a déclaré aux observateurs de Bolukiluki que sa communauté avait tenté de retirer son consentement et a envoyé une lettre interdisant que des activités aient lieu sur leurs terres. Malgré sa demande, les équipes du projet continuer avec leur activité sans tenir compte de ce retrait décidé par la communauté.

COMITÉS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT

Dans tout le PIREDD Plateau, des Comités Locaux de Développement (CLD) ont été mis en place pour représenter les villages et agir en tant qu'interlocuteurs entre les communautés locales et WWF. Le rôle de cette structure inclut la communication avec les exécutants du projet, le traitement et la gestion des plaintes, et la réception et distribution des bénéfices, entre autres tâches.

Les chercheurs ont constaté que les communautés locales considèrent généralement les CLD plus comme une structure imposée de l'extérieur que comme le reflet de leurs systèmes coutumiers. Il aurait pu être possible que les CLD évoluent pour représenter et défendre les intérêts des communautés, mais la rapidité avec laquelle ils ont été mis en place a laissé peu de place à une bonne compréhension de leur rôle. Les observateurs ont appris que les quatre organisations locales recrutées par le WWF n'ont passé parfois qu'un après-midi dans le PIREDD Plateau pour informer les communautés de ce qu'est REDD+, du rôle du CLD et pour organiser les élections désignant les animateurs du CLD. Des personnes ayant des affinités et connaissances avec les agents WWF ou recommandaient par ce dernier auprès des organisations en charge de la structuration étaient généralement proposées comme candidats potentiels aux élections, plutôt que de laisser la possibilité aux communautés de nominer leurs propres candidats. L'implication insuffisante des communautés a souvent abouti à l'établissement de comités opaques qui manquent de légitimité.

Pour illustrer cela, les habitants du village de Lovua ont déclaré que leur CLD n'a pas été créé de manière transparente car qu'il n'y a pas eu de réunion d'information et qu'ils ne reçoivent pas d'informations de la part des CLD. Lorsque ce problème a été soulevé avec les agents WWF, il leur aurait été dit de ne pas interférer avec les questions relatives à la gestion du CLD. Les habitants des villages de Masiambio et Twa ont exprimé leur frustration d'avoir été forcé d'accepter les animateurs de CLD qui ne représentent pas leurs intérêts mais plutôt ceux des élites villageoises et de WWF.

Dans certains cas, les présidents du CLD ont été élus sans leur connaissance. Dans le village de Bosina, le président du CLD a déclaré aux observateurs de Bolukiluki qu'il avait été élu alors qu'il travaillait dans les champs et, à son retour, a reçu un document confirmant sa nomination. Le président de Camp Ferrera a également été élu pendant qu'il était encore dans un voyage d'un jour à Mushie.

Plusieurs membres de CLD ont également exprimé aux observateurs de Bolukiluki leur confusion et leur mécontentement concernant le projet. Chaque CLD est censé signer un contrat avec WWF qui définit les activités que le village mettra en place et ce qu'il recevra en retour. Plutôt que d'être consulté sur les activités qui seraient utiles pour la communauté ou de négocier les termes du contrat, les membres des CLD auraient reçu des versions finales à signer, souvent sans bien en comprendre le contenu. Les présidents du CLD des villages de Bosina, Laddy et Mbala ont affirmé avoir reçu un contrat à signer par WWF et il leur a été dit que s'ils n'acceptaient pas cet accord d'autres villages le feraient.

Les chercheurs ont également constaté que les membres du CLD n'étaient souvent pas conscients de leur rôle et de leurs responsabilités. Sur les 95 membres de CLD interrogés, plus de la moitié, soit 55%, n'avaient jamais entendu parler de REDD+ ou ne pouvaient pas décrire avec précision de quoi il s'agissait.

PLANS DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Dans le cadre du PIREDD Plateau, les villages sont censés développer des PGRN qui définissent

l'utilisation de leurs terres et ressources sur une période de cinq ans, y compris la délimitation des zones à protéger et les endroits où planter des arbres. Ces plans sont principalement basés sur le concept de « territoire village » qui n'a aucune base légale dans le régime foncier en RDC.

Pour être efficace, il serait raisonnable de s'attendre à ce que les PGRN intègrent les droits coutumiers et les activités de subsistance des forêts tout en garantissant les droits des femmes et d'autres groupes marginalisés.[31] Pourtant, les observateurs de Bolukiluki ont constaté que les PGRN étaient principalement décidés entre l'organisation recrutée localement par le WWF et le chef des terres, et que peu de personnes interrogées étaient même au courant de leur existence.

Ce manque de participation a eu un impact très important sur les femmes dans les zones de savanes. Les femmes gèrent traditionnellement ces zones en labourant les terres et en utilisant de petits feux pour incinérer les herbes qu'elles déterrent. Les petits incendies aident également à éloigner les moustiques des maisons et à créer un environnement idéal pour ramasser des champignons, des fruits, des chenilles, des feuilles et autres cultures. Dans le cadre des PGRN de WWF, les savanes sont désormais destinées à être laissées préservées, de sorte qu'il y ait régénération naturelle de la forêt ou reboisement. Puisque les communautés, surtout les femmes, n'ont pas été correctement consultées sur les PGRN, elles ont été privées d'accès à des sources essentielles de nourriture. Pour compenser, les hommes ont donc défriché la forêt intacte afin que les femmes aient accès à d'autres zones à cultiver. Pour cette raison, les PGRN mal conçus du PIREDD Plateau ont en fait contribué à l'augmentation du défrichement des forêts dans certaines zones.



Un tronçon de route réhabilité par le projet PIREDD Plateau.

Il a également été noté que le processus de délimitation des frontières du plan a aggravé les conflits entre plusieurs communautés. Par exemple, les villages Komambi et Maa partagent une terre et sont en désaccord sur ses limites depuis un certain temps. Au lieu de travailler avec les deux villages pour parvenir à un PGRN compris et acceptés par les membres des deux communautés, seul le PGRN de Maa a été validé. Malgré qu'il ne veuille pas participer au PIREDD, le chef de Maa a été informé que s'il ne validait pas le PGRN de Maa, leur terre serait donnée à Komambi. Les tensions sont maintenant aggravées entre les deux villages car ils sont contraints d'accepter des frontières sur lesquelles ils ne se sont pas entendus collectivement. Un cas similaire a été signalé entre les villages voisins de Mongama et Nkô. Les habitants des villages de Bosina, Bompensole et Camp Ferrera se sont également plaints aux observateurs de Bolukiluki de ne pas avoir vu leur PGRN validé après des conflits de frontière avec les communautés voisines.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les résultats de Bolukiluki montrent que les communautés du PIREDD Plateau n'ont pas reçu la plupart des bénéfices promis. Parmi les personnes interrogées, 60% ne savaient pas que leur village s'était vu promettre des bénéfices dans le cadre de REDD+. Sur les 40% des personnes qui étaient au courant, 90% n'étaient pas satisfaits de leur distribution.

Il existe deux façons principales pour les communautés de recevoir des bénéfices dans le cadre du PIREDD Plateau. Dans un premier temps, grâce à la réhabilitation des routes. En effet, WWF a signé un contrat avec l'Office des Routes pour améliorer les routes difficiles d'accès. Chaque comité local de développement signe à son tour

[31] RFUK a été contacté par la Banque Mondiale et l'UC-PIF en 2019 pour utiliser les données de cartographie communautaire du programme MappingForRights pour soutenir le développement des PGRN, mais les discussions ont été ralenties en raison du coronavirus.

un contrat avec WWF au nom d'un village pour entretenir les routes sur une certaine distance et recruter des ouvriers du village pour effectuer ces travaux. Cependant, de nombreux membres de la communauté ont raconté qu'ils n'étaient soit pas payés pour leurs travaux routiers ou qu'ils n'avaient jamais reçu les matériaux de construction. Par exemple, des habitants des villages de Bopaka, Komambi et Maseke ont déclaré qu'ils n'avaient pas été payés pour leur travail depuis plus de six mois, tandis que les routes des villages Bosina, Mbala I et Laddy sont toujours inachevées.

La deuxième manière pour les communautés d'avoir accès à des bénéfices est de recevoir des paiements basés sur les résultats de la plantation d'arbres et de la protection des savanes qui générèrent des réductions d'émissions pour le programme REDD+ de Mai Ndombe. WWF est censé payer aux communautés 5 USD pour chaque hectare de savane qu'elles protègent et 150 USD pour chaque hectare planté d'acacia et d'autres arbres à croissance rapide (en trois versements). WWF a également accepté de fournir les ressources nécessaires, telles que les plants arbres, pour entreprendre ces activités. La plupart des villages ont reçu les plants d'arbres, qu'ils ont plantés en bordure des savanes pour indiquer quelles zones doivent être protégées et préservés pour qu'elles puissent repousser en forêts. Cependant, au moment de récompenser les communautés pour leurs efforts, le programme n'a pas abouti.

Les montants perçus varient selon les villages, mais il est clair qu'aucun n'a reçu la somme totale qu'ils pensaient lui être due. Des exemples plutôt positifs incluent le village Twa qui a reçu 1 600 USD pour la protection des savanes, ou 0,38 USD par habitant[32], qu'ils ont ensuite utilisé pour acheter un moulin à manioc communautaire. Le village de Mbwelembe a reçu 840 USD pour les 210 hectares plantés (toujours en dessous des 1050 USD promis). Les autres villages visités par les observateurs de Bolukiluki n'ont toujours pas reçu le montant total des paiements basés sur les résultats qui leur ont été promis.

INCENDIES DE SAVANES (FEUX DE BROUSSE)

La frustration des communautés a atteint son paroxysme en juin 2019. Pendant deux ans, plusieurs communautés ont laissé les savanes intactes. Enfin, après avoir souffert de la pénurie alimentaire liée aux restrictions imposées sur les moyens de subsistance des femmes, après avoir changé leurs pratiques pour s'adapter à un projet qui leur était imposé et ne recevant toujours pas les paiements promis, les communautés ont brûlé les savanes en signe de protestation. Ces incendies étaient bien plus importants que les feux traditionnels à petite échelle que les communautés utilisent habituellement lorsqu'ils gèrent et cultivent ces zones.

La nouvelle s'est répandue des villages à la ville de Mushie, et enfin jusqu'à Kinshasa. En réponse, les observateurs de Bolukiluki ont





Photos des feux de brousse

[32] Les observateurs de Bolukiluki ont enregistré la population de Twa à 4 232, ce qui signifie que le paiement reçu correspond à 0,38 USD par habitant.

rapidement déployé une mission dans les villages de Bompensole, Camp Ferrera, Mbala II, Bosiki, Bopaka, Izono et Laddy. Les membres de la communauté et les chefs de village interrogés ont déclaré qu'ils avaient volontairement brûlé les zones pour détruire les résultats du projet et manifester leur mécontentement. Cinq présidents de CLD ont déclaré aux observateurs de Bolukiluki qu'ils n'avaient pas reçu de paiements depuis deux ans et n'avaient pas les ressources nécessaires pour verser les salaires des travailleurs. Les femmes se sont plaintes qu'elles n'avaient plus d'espace pour travailler la terre et les habitants ont été obligés de cultiver des zones forestières à la place. Une femme du village de Bosina a déclaré :

« *Depuis la venue du projet, ces gens se sont arrangés avec le chef de terre pour occuper une grande partie de nos savanes. La petite partie de savane qui nous est restée ne suffit plus, que faire ? A notre place vous ferez des kilomètres pour aller faire les champs au loin alors que vos savanes sont justes à côté.* »[33]

Une autre femme du village de Bompensole a déclaré :

« *Nous sommes surpris par l'approche du projet qui se réalise dans la savane. Désormais nous protégeons les savanes, cependant nos activités champêtres en tant que femme sont faciles dans celle-ci. Maintenant nous sommes obligés de défricher la forêt pour faire nos champs, nous détruisons la forêt pour protéger la savane.* »[34]

Pendant ce temps, comme un signe de leur désespoir, les villages de Mbala, Mukoro[35] et Bosiki ont conclu des accords avec l'élevage voisin de la SOGENAC pour permettre aux vaches de paître dans leurs savanes brûlées en échange d'une ou deux vaches. Et ce malgré leur horrible relation avec l'entreprise dont les gardes sont présumés avoir torturé et tué un homme accusé d'avoir volé de la viande[36] et la même entreprise dont la présence a été liée à une augmentation des taux de paludisme et de maladie du sommeil en raison de la présence plus importante de moustiques et de mouches tsé-tsé dans la région.

Un chef a répété qu'il préférait s'allier avec les éleveurs plutôt que WWF parce qu'au moins les éleveurs respectaient leurs accords.

Pour résumer, dans certains villages, le PIREDD Plateau a imposé des restrictions d'utilisation des terres qui ont supprimé l'accès des femmes à leurs activités de subsistance et a mis une pression accrue sur les forêts intactes. Cela a conduit à des feux de forêts à grande échelle et a poussé certaines communautés dans les bras d'une société d'élevage de bétail.

MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

Ce type de problèmes auraient pu être évités si un mécanisme de plainte efficace avait été mis en place pour le projet. Sur les 19 villages que les observateurs de Bolukiluki ont visités dans le cadre de leur recherche, aucun n'a soumis avec succès une plainte à WWF ni n'a reçu de réponse. Ce n'est certainement pas parce que les communautés n'avaient pas de griefs comme l'illustrent les récits ci-dessus, mais parce que les habitants ne savent pas à qui s'adresser. Certains villages ont tenté de faire part de leurs doléances au personnel du projet, mais soit ils n'ont pas reçu de réponse, soit leur plainte n'a pas été acceptée. Par exemple, le chef du village Maa a déclaré aux observateurs de Bolukiluki qu'il ne voulait pas que le projet ait lieu dans son village, ce que le président du CLD a confirmé. En 2017, il a écrit une lettre au chef de projet, via le CLD, pour lui annoncer sa décision et n'a jamais obtenu de réponse. Dans le territoire de Kwamouth, la communauté de Masiambio a déposé une plainte concernant les retards de paiement à la suite d'un litige foncier. Un facilitateur de WWF leur a donné un formulaire pour enregistrer leur plainte, mais il n'y a jamais eu de suivi. Outre l'absence de mécanisme de gestion des plaintes, il n'existe pas de système de médiation des conflits entre communautés, alors que certains conflits se sont aggravés en raison des plans de gestion des ressources naturelles.

Pourtant, en théorie, un mécanisme de gestion des plaintes existe. Dans le cadre de son soutien institutionnel, WWF a assisté le gouvernement provincial dans la création de Conseil agricole

[33] La version originale était en Lingala et documenté en français par les observateurs de Bolukiluki.

[34] La version originale était en Lingala et documenté en français par les observateurs de Bolukiluki.

[35] Mukoro est situé à proximité des villages Komambi et Camp Ferrera. Les observateurs de Bolukiluki ne se sont pas rendus officiellement à Mukoro mais ont reçu cette information des communautés voisines.

[36] D'autres preuves de cette allégation sont disponibles sur demande.

et rural de gestion (CARG), qui sont censées réceptionner et répondre aux plaintes liées à l'agriculture. Les CARG ont été créés au niveau des territoires, des chefferies et des groupements, mais les communautés ne sont globalement pas au courant de leur existence. Même les membres des CARG ont admis aux observateurs de Bolukiluki que le processus de collecte et de traitement des plaintes est largement inconnu.

En tant qu'agence locale d'exécution pour le PIREDD Plateau, WWF est responsable de l'organisation d'audits locaux pour s'assurer qu'un mécanisme de gestion des plaintes opérant est en place, cependant, de nombreux agents chargés du suivi des réclamations et du traitement des plaintes sont également responsables de la mise en œuvre des activités du projet, ce qui crée une situation de conflit d'intérêts.

En novembre 2019, les observateurs de Bolukiluki ont revisité six communautés à l'intérieur du PIREDD Plateau : Bosina, Bopemsole, Maa, Komambi, Lovua et Mongama.[37] Des plaintes ont été collectées dans chaque communauté, notamment la mise en place du projet sans obtenir le CLIP des communautés, les femmes n'ayant plus assez d'espace pour leurs activités, les travailleurs de la route n'étant pas payés, les conflits intercommunautaires basés sur les plans de gestion des ressources naturelles et la non réception des bénéfices promis, parmi d'autres préoccupations. Les observateurs de Bolukiluki ont transmis les plaintes suivantes de quatre communautés au bureau local de WWF à Mushie :

- Bosina : les membres de la communauté ont déclaré qu'ils ne disposaient plus de suffisamment de terres cultivables pour leurs activités de subsistances traditionnelles à cause du projet. Ce problème concerne particulièrement les femmes. Les membres de la communauté pensent que cela est dû à leur exclusion au moment de l'élaboration du PGRN qui définit les zones consacrées à la protection de la savane.
- Komambi : les membres de la communauté ont déposé une plainte concernant la frontière terrestre du PGRN, le retard des paiements promis, et le fait que les agents du WWF n'ont pas respecté les traditions coutumières lors de la visite de leur communauté.
- Maa : les membres de la communauté ont déposé une plainte indiquant que leur CLIP n'a pas été obtenu et que l'allocation unilatérale de l'espace et la décision sur les espèces d'arbres qui seront plantées a été fait sans consultation préalable avec les communautés locales.
- Mongama : lors de la création de leur PGRN, une part de leur territoire coutumier a été alloué à un clan voisin sans leur consentement.

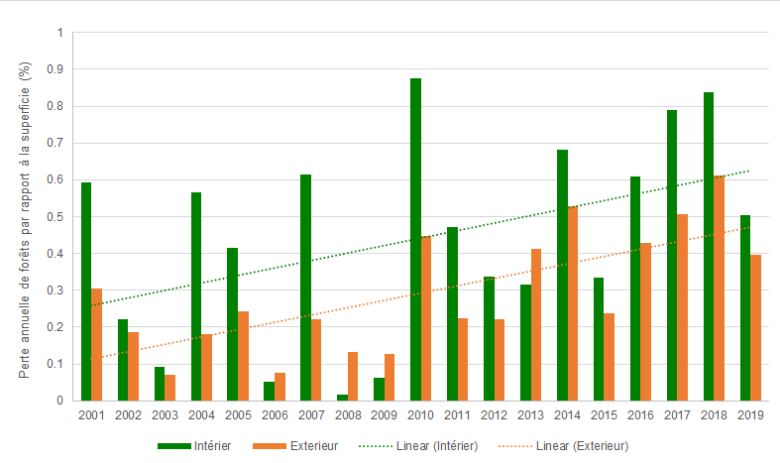
Les communautés n'avaient pas encore reçu de réponse au moment de la rédaction de ce rapport.

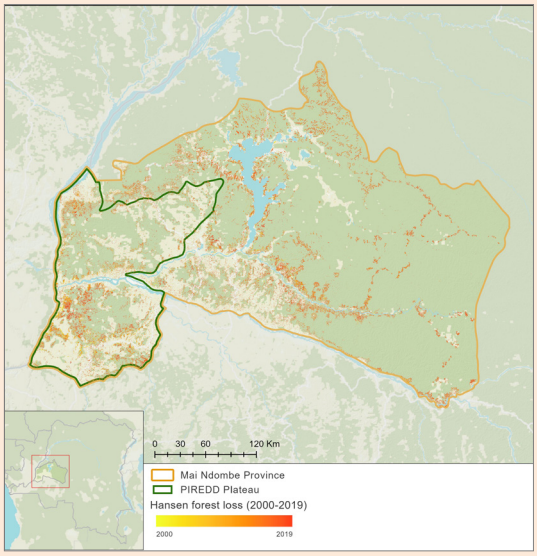


[37] Une liste complète de toutes les plaintes documentées au cours de cette mission est disponible sur demande.

LA PERTE DE FORÊT PIREDD PLATEAU

Une analyse préliminaire à l'aide des données de Hansen et.al.[38] sur la perte de forêt montre qu'il n'y a pas de différence perceptible dans le niveau de perte de forêt depuis l'établissement du PIREDD plateau. L'analyse ci-dessous compare la perte de forêt annuelle relative à l'intérieur du PIREDD Plateau à la perte de forêt annuelle relative dans toute la province de Mai Ndombe. Le graphique montre que la perte de forêt annuelle relative à l'intérieur du PIREDD Plateau est plus élevée que dans le reste de la province et ne montre aucun signe de diminution. Il semble donc que les activités du PIREDD dans la province n'ont eu aucun impact mesurable sur la réduction du taux ou la quantité de perte annuelle de forêt à l'intérieur du Plateau.





[38] Hansen et.al., *High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change* (Science, 2013).

CONCESSION WILDLIFE WORKS CARBON, PIREDD MAI NDOMBE



PRINCIPALES OBSERVATIONS CONCERNANT LA CONCESSION WWC

Les observateurs de Bolukiluki ont visité sept villages et interrogé individuellement 131 personnes à l'intérieur de la concession WWC, et ont constaté que :

- 70% des répondants ont déclaré n'avoir jamais entendu parler de REDD+, les femmes n'étant particulièrement pas au courant de REDD+.
- Sur les 30% de répondants qui ont entendu parler de REDD+, seulement 8 personnes ont estimé que leur communauté avait eu la possibilité de donner leur consentement au projet.
- Bien que la plus grande partie de la concession soit sujete à des regimes coutumiers, peu d'efforts ont été faits pour intégrer cet aspect dans la gestion de la zone.
- Dans les villages visités, la plupart des membres du Comité de Développement Local ont été choisi par les agents du WWC plutôt que d'être élus par les communautés.
- 96% des personnes interrogées ne savaient pas quels bénéfices WWC avait promis à leur village ou n'en étaient pas satisfaits.
- Les accords entre le WWC et les communautés n'étaient pas accessible dans les villages étudiés, les membres de la communauté ont une compréhension minimale de ce qu'ils contiennent et, dans certains cas, ils ont été signés au nom des communautés par des personnes extérieures à leur communauté.
- La présence du projet a déclenché de graves conflits intercommunautaires entre certains villages.
- Les agents du WWC ont entravé le travail des équipes qui sondaient le suivi légalement les communautés locales dans leur concession.
- L'analyse préliminaire à l'intérieur de la concession du WWC montre que la perte de forêt a augmenté depuis que la société a acquis la concession en 2012.

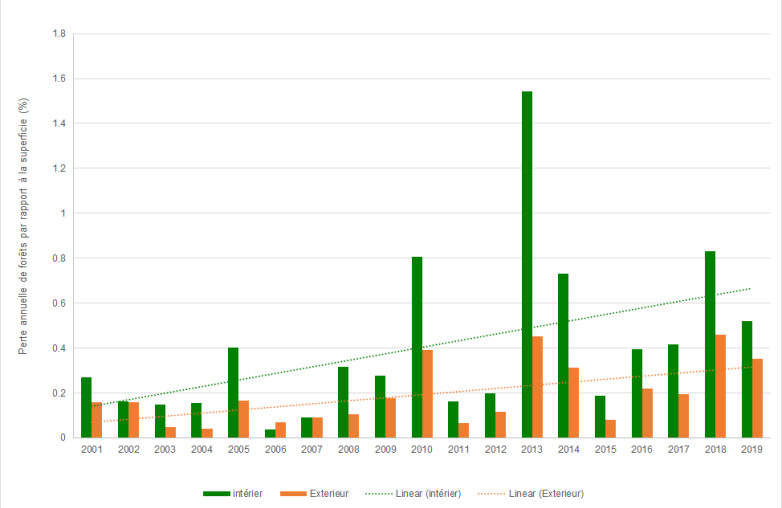
Wildlife Works Carbon (WWC) a acquis sa concession REDD+ de la société canadienne ERA en 2012.[39] Le raisonnement de WCC est que cela a empêché la concession d'être allouée à l'exploitation forestière industrielle et à la « cascade de déforestation » qui s'ensuivrait une fois que de nouvelles routes d'exploitation donnerait accès à des forêts auparavant intactes pour permettre la construction de nouveaux camps et fermes. Bien qu'il soit nécessaire de mener davantage de recherches sur les impacts à long terme des concessions d'exploitation forestière sur le couvert forestier[40], cette affirmation ignore qu'il existe un moratoire national sur les nouvelles concessions d'exploitation forestières en place depuis 2002 et que les deux concessions d'exploitation forestières précédentes qui composent le projet de WWC avait déjà été suspendues en 2008 dans le cadre d'un examen juridique des titres forestiers nationaux en RDC.[41] Le niveau de référence des émissions du projet repose donc sur l'hypothèse selon laquelle « il existait une possibilité » que le gouvernement réattribue illégalement les concessions suspendues à une entreprise d'exploitation forestière.[42]

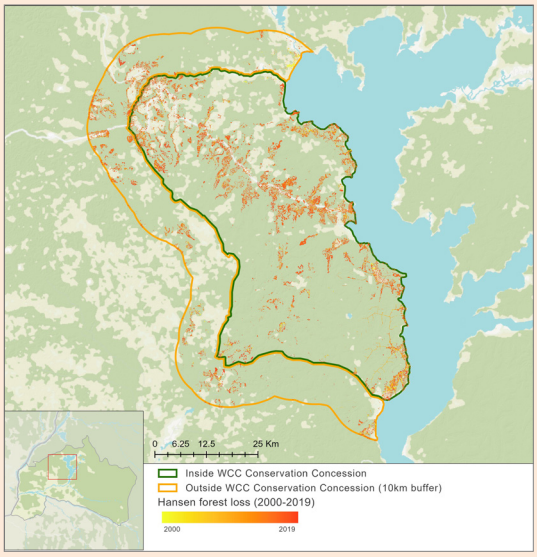
La concession WWC a néanmoins été certifiée par le Verified Carbon Standard (VCS) et reste le seul projet agrée à la vente de crédits carbone REDD+ en RDC. Le registre du VCS indique que le projet générera 175 MT de réductions de carbone sur 30 ans.[43] En novembre 2020, le projet avait émis 13 322 276 crédits carbone selon VCS.

En plus de ses ventes privées, WWC est également l'un des principaux bénéficiaires du programme Mai Ndombe REDD+ et ce de deux manières. Premièrement, en tant que partenaire du secteur privé du programme, l'entreprise peut recevoir plus de 9 millions USD dans le cadre du plan de partage des bénéfices du programme

LA PERTE DE FORÊT À L'INTÉRIEUR DE LA CONCESSION WWC

Une analyse préliminaire à l'aide des données de Hansen et.al.[44] montre que la perte de forêt a augmenté dans la concession WWC depuis son acquisition en 2012. Le fait de dessiner une zone de 10 km autour de la concession montre également des taux de perte de forêt plus élevés à l'intérieur de la concession que dans les zones à l'extérieur de la concession.





[39] Marine Gauthier, *Mai Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales ?* (Rights and Resources Initiative, 2018).

[40] Voir les prochaines recherches de RFUK.

[41] *The Mai Ndombe REDD+ project* (Wildlife Works Department of Carbon Development, 2012).

[42] Ibid.

[43] *Project and Credit Summary* (Verified Carbon Standard, 2019), <https://registry.verra.org/app/search/VCS?programType=ISSUANCE&exactResId=934>.

[44] Hansen et.al., *High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change* (Science, 2013).

de réduction des émissions[45] - bien que WWC ait récemment menacé de se retirer du programme en raison de l'exigence du FCPF de réduire son niveau de référence.[46] Deuxièmement, l'entreprise a été recruté par la Banque Mondiale et l'Unité de coordination du PIF pour être l'agence d'exécution locale conjointe du programme PIREDD Mai Ndombe financé par le CAFI.

CONSENTEMENT LIBRE, INFORMÉ ET PRÉALABLE

Bien que WWC affirme que les activités du projet ont été « sélectionnées en consultation avec les communautés locales »[47], les observateurs de Bolukiluki ont constaté que 70% des répondants ne pouvaient pas décrire précisément ce qu'est REDD+. Sur les 30% restants qui avaient entendu parler de REDD+, seules 8 personnes ont répondu qu'elles estimaient que leur communauté avait eu la possibilité de donner son avis sur la mise en place du projet. Les résultats montrent que les femmes sont particulièrement marginalisées dans les délibérations villageoises et il semble qu'il y ait eu peu d'efforts fait pour les impliquer.

Dans certains cas, WWC semble avoir omis de consulter des villages entiers au sein de sa concession. Les répondants du village de Bobolampinga ont expliqué comment les agents du WWC leur avaient dit qu'ils n'avaient pas besoin d'être consultés car leurs terres appartient coutumièrement au village de Mbale dont le chef avait autorisé le projet. Bobolampinga est maintenant laissé sans accord approprié ni moyens légaux pour négocier avec WWC. Dans un autre village, Ibali, voisin de la concession forestière de la SODEFOR, un membre du CLD a exprimé la confusion de la communauté en déclarant :

« A l'époque de la SODEFOR, on connaissait ce qu'elle faisait dans notre forêt, c'est-à-dire l'extraction du bois, mais pour ce qui est de WWC, on ne comprend rien et personne ne sait réellement ce qu'ils font dans notre forêt, on voit ses ingénieurs faire des allées et retour, sans rien comprendre. »[48]

DROITS FONCIERS ET UTILISATION DES TERRES DANS LA CONCESSION

Les quelques 50 000 personnes vivant dans et autour de la concession ne peuvent obtenir la propriété légale des zones qu'elles habitent et cultivent depuis des générations. Bien que l'entreprise ait conclu des accords avec les chefs de clan locaux en reconnaissance de leurs droits coutumiers, il existe peu de preuves concernant la manière dont ces droits coutumiers et l'utilisations des terres ont été incorporés dans la gestion de la concession.[49]

COMITÉS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT

Comme pour le PIREDD Plateau, la participation des communautés locales aux activités du projet est censée être organisée au travers des Comités Locaux de Développement (CLD). Les observateurs de Bolukiluki ont constaté que WWC n'avait pas réussi à les organiser dans chaque village.

Mais encore, selon les observations, les CLD qui existent présentent plusieurs problèmes. Premièrement, beaucoup ne sont pas officiellement reconnus. Leurs statuts ne sont ni signés, ni notariés, ni paraphés, ni datés, ce qui rend leur légitimité très discutable pour les acteurs externes. Deuxièmement, la plupart des membres du CLD ont été choisie au sein de la famille des chefs de terre ou du village, plutôt que d'être élus par les communautés locales, ce qui laisse à penser qu'ils peuvent représenter les intérêts de l'entreprise ou des élites plus que les intérêts des habitants des villages. Enfin, les CLD ont peu d'autonomie ou de capacité financière pour gérer les activités du projet. Ils ne sont pas impliqués dans l'achat ou la vente de biens et tiennent peu de registres financiers des fonds reçus ou dépensés par les communautés. Toutes décisions sur la manière et le moment de distribuer les ressources semble être prises unilatéralement par WWC et les chefs de terre ou coutumier.

---

45 *Advanced Draft Benefit-Sharing Plan for the Mai Ndombe Emission Reduction Program in the Democratic Republic of Congo* (2018).

46 Le désaccord sur le niveau de référence de WWC est considéré comme la principale raison pour laquelle le PPB de Mai Ndombe n'a toujours pas été publié.

47 *The Mai Ndombe REDD+ project* (Wildlife Works Department of Carbon Development, 2012).

48 La version originale était en Lingala et documenté en français par les observateurs de Bolukiluki.

49 *REDD et les droits communautaires en RDC : le Programme Intégré REDD du Mai-Ndombe* (Rainforest Foundation UK, 2018).

COMITÉS LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT AU PIREDD MAI NDOMBE

Pendant la visite des observateurs de Bolukiluki dans la zone PIREDD Mai Ndombe (en dehors de la concession WWC), les CLD étaient encore en cours de structuration. Cependant, une tendance similaire aux autres zones de la région se dessinait déjà. Dans le village autochtone de Bobangi, les membres de la communauté ont été invité à accepter une personne Bantoue et qui vit à quatre kilomètres de leur village pour être le secrétaire du CLD sous le faux prétexte qu'aucun des habitants de Bobangi ne sait lire ou écrire. Dans une région où les peuples autochtones souffrent souvent de la marginalisation et de la discrimination de la part des groupes ethniques dominants, placer une personne Bantoue pour représenter leurs intérêts a ancré chez les habitants du village un sentiment de méfiance et une réticence à s'engager avec le CLD de Bobangi.

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les observateurs ont constaté que des accords de cahier des charges, qui définissent les bénéfices délivrés par WWC et le rôle des communautés, ont été rédigés pour plusieurs villages. Cependant, les copies de ces accords ne sont souvent pas disponibles dans les villages, les membres de la communauté ne comprennent pas complètement leur contenu et ils ont parfois été signés par des personnes sans légitimité à le faire. Dans tous les cas, le document du projet engageait WCC à :

- Construire un minimum de 20 écoles
- Construire des centres médicaux dans 5 villages
- Réfectionner et agrandir les hôpitaux secondaires dans 2 villages
- Faciliter le transport vers les marchés hors de la concession pour les produits agricoles et autres types de produits
- Mettre en place un réseau de cantines rurales
- Améliorer les techniques de production agricole
- Recruter des employés au sein des communautés locales[50]

Ces engagements profiteraient sans aucun doute à la population locale. Certains bâtiments aient été construits, mais jusqu'à présent, seule une partie de ces engagements a été respecté et ce de manière aléatoir. Par exemple, les observateurs de Bolukiluki ont appris que WWC a fait circuler une clinique mobile dans les communautés pour fournir des consultations médicales et des



Briques fabriquées par le village d'Ibali dans l'attente d'être utilisées.

opérations, mais il existe une perception que les membres du CLD et leurs familles étaient les principaux bénéficiaires de ce service. Pour l'année scolaire 2017, WWC a payé les frais de participation des élèves de sixième aux examens aux examens d'État, mais uniquement pour certains étudiants. Les membres de la communauté de Bobolampinga attendent toujours l'école qui leur a été promise.

Le village d'Ibali s'est vu promettre une école, un centre médical et une route rénovée de N'selenge à Lobeke. WWC a annoncé au village que pour construire l'hôpital, ils achèteraient les briques à la communauté locale au coût de 250 francs congolais ou 0,13 USD par brique. Les membres de la communauté ont procédé à la fabrication de 11 000 briques, mais ils ont ensuite été informés qu'ils ne seraient payés que 50 francs ou 0,03 USD par brique, ce qui, au moment de la rédaction, n'avait pas encore été fait. Les briques

[50] *The Mai Ndombe REDD+ project* (Wildlife Works Department of Carbon Development, 2012).

attendent maintenant d'être utilisées et tout le sable que la communauté avait collecté pour construire l'école a été emporté par la pluie.

L'activité la plus importante entreprise par WWC est d'implanter des jardins de démonstration pour encourager les agriculteurs à réduire le défrichement des forêts dû à l'agriculture itinérante et la production de charbon de bois. Il y avait des jardins de démonstration dans tous les villages visités et certains jardins entre 2, où sont cultivés des produits tels que des oignons, des aubergines, des choux, des pastèques, et des pommes de terre. Certains villageois ont exprimé leur enthousiasme concernant les jardins et le régime alimentaire varié qu'ils permettent. Cependant, la participation dans la plupart des villages a été limitée et peu de produits ont pu être offert sur le marché local. Alors que ces activités n'ont pas permis une amélioration considérable des conditions de vies, la carte et le graphique de la perte de forêt ci-dessus montrent qu'elles n'ont pas non plus limité la déforestation.

Ces différents récits sont également corroborés par des statistiques. Parmi les personnes interrogées qui avaient entendu parler de REDD+, 53% ont déclaré avoir reçu des promesses de prestations de la part de WWC et parmi celles-ci, seules quatre ont déclaré en être satisfaites. En d'autres termes, 96% des personnes interrogées ne savaient pas quels bénéfices WWC avait promis à leur village ou étaient mécontents de la situation.

En résumé, près d'une décennie après l'acquisition de la concession par WWC, la compréhension du projet est extrêmement limitée, les communautés ont reçu des bénéfices moindres, les CLD manquent de ressources adéquates pour entreprendre des initiatives de développement, et de nombreux villages restent sans accord légal approprié pour tenir WWC pour responsable. Alors que l'entreprise déclare que les communautés partagent 2% des bénéfices, peu d'habitants sont au courant des crédits carbone vendus en leur nom sur des terres qu'ils considèrent comme les leurs.[51]

CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE

Les soupçons sur les intentions de l'entreprise ont déclenché de graves conflits intercommunautaires et d'autres problèmes dans la région. L'hostilité envers le projet est telle que les agents de Bolukiluki n'ont pas pu accéder dans une grande partie de la concession lors de la recherche.[52]

Un homme tué dans un conflit entre deux villages

Le quartier Bosanga, qui se trouve dans le groupement de village Ngongo, a accepté l'installation du projet WWC. Les membres du quartier voisin, Ngelesa, s'y sont fermement opposés. Lors d'une cérémonie de lancement des activités à Bosanga, une bagarre a éclaté entre les deux groupes. La bagarre aurait entraîné la mort d'un homme et l'incendie de nombreuses maisons. Les habitants de Bosanga ont ensuite riposté en détruisant les maisons des habitants de N'tande Ngongo, le chef lieu du groupement de Ngongo, qui, selon eux, selon eux, étaient à l'origine de l'attaque. Une mission de suivi des agents du WWC à Ntand'engongo pour tenter d'expliquer le projet n'a fait qu'engendrer plus de révolte.

Conflit autour des installations scolaires

Dans le village de Mbale, des membres de la communauté ont raconté aux observateurs de Boulukiluki une dispute qui a eu lieu. WWC a promis la construction d'une école de dix-huit salles de classe pour remplacer les trois écoles du village qui étaient faites de terre et de toits de chaume. Au lieu de cela, WWC a construit une nouvelle école avec six salles de classe, ce qui a causé une grande confusion et des conflits parmi les élèves et les enseignants. Les disputes ont entrainé une altercation physique entre deux préfets d'école. Le village aurait maintenant décidé de détruire la nouvelle école pour éviter les conflits.

ENTRAVE À LA RECHERCHE

Bien qu'ils soient certifiés par VCS, qui est censé superviser WWC, les agents locaux de WWC

[51] Eric Marx, *NGOs fear UN REDD+ scheme to combat deforstation will lead to land grabs* (Reuters, 2018).

[52] Il existe une forte opposition au projet, en particulier dans la région occidentale et intérieure, qui a peut-être empêché WWC de créer des CLD, car ils n'avaient pas accès à certaines parties de la concession. Le risque d'être pris pour des agents de WWC ont également rendu difficile la libre circulation des observateurs de Bolukiluki dans certaines zones. Pour plus d'informations, veuillez consulter *Le Projet 'Forêt Tropicale du Bassin du Congo' : les communautés se méfient de la « Révolution de conservation »* (Movement Mondial pour les Forêts Tropicales, 2016).

semblent déployer de nombreux efforts pour éviter un examen plus approfondi du projet.

Lors de plusieurs missions, des équipes de Bolukiluki ont été convoqué es par la police et autres autorités locales à la demande manifeste de l'entreprise. Chaque fois, elles ont été libérées après avoir expliqué le but de leur travail. D'autres exemples d'obstruction incluent des agents de WWC interrompant le travail des chercheurs avec les communautés locales, la demande faite à un observateur d'effacer les données d'enquête sur sa tablette et des pressions sur un membre de la communauté pour qu'il se rétracte de ses propos en faveur d'une déclaration de soutien à WWC.

MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

Comme pour le PIREDD Plateau, si uun mécanisme de gestion des plaintes et recours opérant était en place, peut-être qu'un grand nombre des problèmes liés au projet auraient pu être évités. Cependant, les observateurs de Bolukiluki ont constaté que les membres de la communauté ne savaient pas comment et où adresser leurs plaintes. Après n'avoir pas reçu les bénéfices promis dans leurs accords de cahier de charge, certains villages, comme Mbwenzey et Wania, ont voulu annuler leur participation au projet mais ne savaient pas à qui s'adresser pour cela.



CONCLUSION

La République démocratique du Congo abrite certaines des forêts tropicales les mieux préservées et les plus riches en biodiversité et en carbone du monde, ces forêts sont le moyen de subsistance de dizaines de millions de personnes. L'avenir de la forêt est intimement lié à celui des gens qui l'habite.

Les documents et brochures des projets REDD+ sont souvent formulés en termes de « droits » et de « bénéfices », mais les données recueillies par les observateurs de Bolukiluki dans 26 villages de Mai Ndombe peignent une image bien différente. Après plus d'une décennie et au moins 90 millions USD d'investissements liés à la REDD+ dans la province[53], il y a eu peu d'amélioration du régime foncier, il y a eu peu de retombes sur les communautés locales et les taux de déforestation ne baissent pas.

Présenté comme l'un des programmes REDD+ les plus avancés au monde, l'expérience de Mai Ndombe crée un précédent alarmant. Il existe encore un décalage important entre le scepticisme croissant de ceux qui ont une expérience directe du projet et l'enthousiasme des organisations internationales pour REDD+ et d'autres solutions dites fondées sur la nature (nature-based solutions en anglais).

En RDC, le nombre de projet PIREDD en cours de structuration sur le territoire est en croissance constante, et parmi ceux-là beaucoup semblent être basés sur le même modèle. À l'échelle mondiale, le Fonds Vert pour le Climat a lancé un appel à proposition de 500 millions USD pour que les pays postulent à des programmes de paiements basés sur leurs résultats REDD+ et a déjà approuvé des propositions en Colombie, Indonésie, Paraguay, Chili, Équateur et au Brésil.[54] Le FCPF poursuit ses projets de contrats d'achat de crédits de réductions des émissions (ERPA) à hauteur de 900 million USD, y compris celui de Mai Ndombe[55]. Face à un manque de demande pour les crédits REDD+, le FPCF a également postulé pour être en mesure de fournir des crédits au programme de compensation CORSIA de l'industrie aéronautique, alors que VCS a déjà été approuvé.[56] Les compagnies pétrolières et gazières se pressent pour annoncer leur propre programme de compensation fondé sur la nature.

Sans une analyse urgente et indépendante de l'efficacité de REDD+, et autres programmes de compensation, à fournir des réductions d'émissions à faible coût, socialement équitables et vérifiables, nous risquons une autre décennie perdue d'action climatique sur les forêts.

RECOMMANDATIONS

Plutôt que de prolonger une ère où les communautés forestières sont marginalisées dans les efforts de génération de crédits carbone qui n'existent que sur le papier, les approches fondées sur les droits devraient être mises au premier plan des engagements de financement climatique.[57] Les forêts communautaires offrent actuellement l'option la plus pérenne en RDC, et les premiers essais pilotes ont montré que les communautés ont mis un accent important sur les moyens de subsistance respectueux des forêts et la conservation. Pourtant, ces forets représentent moins d'un pour cent de la superficie forestière totale du pays et il existe un besoin d'investissement beaucoup plus important dans ce modèle.

Recommandations pour les exécutants de projets REDD+

- Obtenir et documenter le CLIP des communautés locales pour toute future activité REDD+.
- Revoir les PGRN pour s'assurer qu'ils reflètent les systèmes fonciers et de gestion des terres coutumiers ainsi que les besoins des femmes et d'autres groupes marginalisés. Dans la mesure du possible, accompagner les communautés pour définir ces zones en tant que concessions de forets communautaires.
- Examiner l'efficacité et la représentativité des CLD en tant que structure communautaire de référence. D'après notre expérience sur le terrain, le modèle de forêt communautaire de la RDC fournit une structure de gouvernance plus robuste et plus responsable.

[53] Marine Gauthier, *Mai Ndombe : le laboratoire REDD+ bénéficiera-t-il aux Peuples Autochtones et aux communautés locales ?* (Rights and Resources Initiative, 2018).

[54] *REDD+ Results-based Payments Pilot* (Green Climate Fund), <https://www.greenclimate.fund/redd>.

[55] *Portfolio Management Update* (Forest Carbon Partnership Facility, 2020).

[56] *Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation* (ICAO) <https://www.icao.int/environmental-protection/CORSIA/Pages/default.aspx>.

[57] Les forêts communautaires fournissent une base beaucoup plus solide pour l'engagement des communautés dans les activités de réduction des émissions.

- Accroître la transparence en publiant les budgets des projets et en indiquant la proportion de financement consacrée aux activités communautaires.
- Publier et honorer les engagements pris envers les communautés locales dans les accords de cahier de charge et les plans de partage des bénéfices des projets.
- Publier et honorer les engagements pris envers les communautés locales dans les accords de cahier de charge et les plans de partage des bénéfices des projets.

Recommandations au gouvernement Congolais

- Mener des études détaillées sur les moteurs directs et indirects de la déforestation dans les zones cibles pour garantir la pertinence des interventions REDD+.
- Réaliser une étude diagnostique sur l'utilisation des terres dans toutes les provinces, notamment en consultant les organisations locales et provinciales, avant de valider une politique nationale d'aménagement du territoire.
- Assurer une meilleure application des sauvegardes nationales REDD+, des lois et réglementations sectorielles dans les programmes de réduction des émissions.
- Mettre en place un mécanisme accessible, culturellement adapté et allégé de gestion des plaintes et de retour d'information pour les communautés locales concernées par les projets REDD+.
- Inclure des représentants de la société civile dans tous les processus de prise de décision liés à REDD+. S'appuyer sur leur expertise et leur proximité avec les communautés permettra de mettre en places des programmes plus inclusifs.

Recommandations à la société civile

- Soutenir les missions d'observation sur le terrain pour suivre de manière indépendante les progrès et l'état des programmes REDD+ en RDC.
- Mener des actions de sensibilisation dans les communautés pour leur permettre d'accroître la connaissance de leurs droits concernant la mise en œuvre de REDD+ sur leurs terres.
- S'assurer que les représentants de la communauté sont présents lors des négociations clés et des processus de prise de décision liés à REDD+.

Recommandations aux bailleurs

Pour Mai Ndombe

- Inclure des mesures directes beaucoup plus importantes en faveur des communautés locales dans le plan de partage des bénéfices des programmes de réduction des émissions, y compris leur droit à des bénéfices hors carbone.
- Soutenir un programme participatif d'aménagement du territoire et d'établissement de forêts communautaires dans la province pour créer les conditions nécessaires à des activités équitables et durables de réduction des émissions.
- Renforcer les processus d'évaluation, d'audit et de supervision des projets pour s'assurer que le financement est conforme aux standards sociaux en matière de CLIP, des droits fonciers, des mécanismes de gestion des plaintes et de distribution des bénéfices.
- Apporter un soutien beaucoup plus important aux organisations de la société civile locales et nationales, notamment en les mandatant pour mener un suivi véritablement indépendant du programme REDD+ de Mai Ndombe et des autres PIREDD pour améliorer la responsabilité et la transparence.
- Effectuer un audit du programme pour déterminer l'optimisation des ressources et en particulier la proportion des fonds dépensés pour les activités au niveau communautaire par rapport aux frais généraux des organisations intermédiaires.
- Éviter les conflits d'intérêts potentiels lors du recrutement de porteurs de projets privés REDD+ en tant qu'agences locales d'exécution.

En général

- Effectuer une analyse coût-avantage indépendante de l'efficacité du FCPF et d'autres fonds REDD au cours des treize dernières années.
- Supprimer les subventions pour les approches de compensation fondées sur le marché qui n'ont pas fait leurs preuves et mettre davantage l'accent sur la clarification et la sécurisation du régime foncier communautaire dans les zones forestières comme condition préalable à de nouveaux investissements.

RAINFOREST FOUNDATION UK
SECURING LANDS, SUSTAINING LIVES

2-4 The Atelier, Old Dairy Court,
17 Crouch Hill, London, N44AP
+44 (0)20 7485 0193
info@rainforestuk.org

Rainforestfoundation.org

APEM

Sise à L60, Avenue Isoke - Huileries,
Commune de Kinshasa, République démocratique
du Congo (RDC)
apemasblrdc@gmail.com

Registered Chairy No. 1138287 | Registered Company No. 7391285